

Après le verdict de Créteil, nous exigeons une réponse politique !

vendredi 19 octobre 2012

Cette lettre ouverte au Président de la République, qui est aussi une pétition ouverte à la signature du public, a été lancée par "Féministes en mouvements".

Après le verdict de Créteil, nous exigeons une réponse politique !

Lettre ouverte à François Hollande, Président de la République

Monsieur le Président de la République,

Le verdict du procès du Tribunal de Créteil a créé, en France, une incompréhension. Ce verdict est catastrophique : Il semble dire aux victimes, porter plainte ne sert à rien, et aux violeurs, vous ne serez pas condamnés ou si peu !

Les médias continuent à tenir des propos inadmissibles en parlant de "tournantes", de "viols en réunion", au lieu de dire "viols collectifs" qui sont des crimes.

La France a soutenu la création par les Nations unies d'une journée internationale des droits des filles : c'était le 11 octobre ! Cette journée est proclamée par l'ONU parce que des millions de jeunes filles dans le monde sont victimes d'abus, de mariages forcés, de mutilations sexuelles. Le verdict du tribunal de Créteil arrive au moment même de cette journée mondiale et exige une réponse politique !

Ce procès n'est pas un fait isolé. Ce n'est pas un fait divers. Le viol est un crime. 75.000 femmes sont violées chaque année dans notre pays. 10% d'entre elles portent plainte et seuls 2% des violeurs sont condamnés. Cette situation traduit la tolérance de notre société vis-à-vis des violences faites aux femmes. Le viol est une domination des hommes sur les corps des femmes. Il est une des expressions les plus violentes des inégalités entre les femmes et les hommes qui persistent dans notre société.

Nous refusons que cette situation perdure. Nous refusons que les victimes de viol soient stigmatisées, culpabilisées, considérées comme folles. Nous refusons que leur parole soit ainsi décrédibilisée. Nous refusons que la honte pèse sur les femmes violées plutôt que sur les violeurs. Nous refusons que les violeurs ne soient pas jugés. Nous refusons que des violeurs, quand ils sont jugés, soient condamnés à des peines dérisoires.

Monsieur le Président, vous avez déclaré lors de la campagne présidentielle que "les violences sexistes doivent être fermement combattues". L'inaction des pouvoirs publics a trop coûté aux femmes victimes de violences. Nous exigeons de votre part un engagement sans faille.

Un grand débat public autour sur les violences faites aux femmes doit être lancé dans les mois qui viennent et déboucher sur des politiques publiques à la hauteur du défi : éradiquer les violences faites aux femmes :

- Les lois en vigueur doivent être appliquées et complétées de nouvelles dispositions législatives, comme l'extension de l'ordonnance de protection aux victimes de viol ;
- Les professionnels doivent être formés ;
- Les plaignantes doivent être soutenues, hébergées, protégées, entendues ;
- Les associations doivent avoir les moyens de remplir leurs missions ;

- Les campagnes de prévention doivent être multipliées ;
- Tous les jeunes en particulier au sein de l'école doivent être informés, éduqués, entendus aussi quand ils sont eux-mêmes victimes.

Monsieur le Président, nous sommes révolté-e-s. Nous ne voulons pas de grands discours. Nous attendons des actes.

A l'initiative du collectif Féministes en Mouvements

Lette / pétition ouverte à signatures individuelles [ici](#)

Associations signataires :

FIT, Une femme un toit
Collectif Féministe Contre le Viol
Fédération Nationale Solidarité Femmes
Solidarité Femmes Ile de France
Elle's imaginent
Voix de femmes
Osez le féminisme !
Assemblée des Femmes
Femmes Solidaires
Ligue du Droit International des Femmes
40 ans de mouvement
Mouvement Jeunes Femmes
Mémoire Traumatique et Victimologie
Réseau féministe "Ruptures"
Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes
SOS sexisme
Mouvement du Nid
Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir
Le Monde à travers un regard
Femmes en Résistance
Mix-cité
SOS sexisme
Commission Genre d'ATTAC
Planning Familial
Adéquations
Forum Femmes Méditerranée
Collectif 13 Droits des Femmes
Rajfire
Elu-e-s Contre les Violences Faites aux Femmes
Association Nationale des Etudes Féministes
Les Chiennes de Garde
Libres MarianneS